



RDC : Entre lucidité, responsabilité et devoir patriotique

Analyse de la conférence de presse du Président Félix Tshisekedi du 7 Mai 2026 — Focus sur la question sécuritaire.

Par Congo Momentum • 7 Mai 2026 • Thématique : Gouvernance & Sécurité

« *Le véritable patriotisme ne consiste ni dans l'applaudissement aveugle ni dans la critique permanente. Il exige lucidité, courage et responsabilité.* »

Le président Félix Tshisekedi, affectueusement appelé Fatshi Béton par une grande partie de la population congolaise, s'est exprimé ce mercredi sous le chapiteau de l'Union Africaine devant une multitude de journalistes conviés pour l'occasion. Au-delà d'une simple conférence de presse, il s'agissait d'une adresse à la Nation, dans un contexte d'incertitude sécuritaire et politique.

Cette prise de parole était pour lui une occasion de rassurer ses partisans et sympathisants, déstabiliser ses opposants ; et fait peut-être moins attendu, laisser dubitatif et susciter maintes interrogations chez de nombreux patriotes congolais qui ne se reconnaissent ni dans l'opposition systématique ni dans le soutien inconditionnel.

Notre analyse se limite volontairement à un seul aspect : la question sécuritaire, enjeu existentiel pour la République démocratique du Congo.

UN AVEU QUI APPELLE À RÉFLÉCHIR

Au cours de son intervention, le président est revenu sur sa célèbre déclaration devenue presque proverbiale : « À la moindre escarmouche, je réunis les deux chambres... ». Il a reconnu devant la

**CONGO
MOMENTUM**
Espace de réflexion et d'actions



Nation que l'armée congolaise n'était pas prête pour une guerre d'envergure et qu'il avait été mal informé, voire trompé, par certains hauts gradés des hommes en uniformes.

D'abord, cette déclaration initiale remontant à décembre 2023, soit cinq ans après son accession au pouvoir, impose une question fondamentale : comment le président et son entourage n'ont-ils pas pu mettre en place des mécanismes efficaces de contre-vérification des renseignements militaires, alors même que l'histoire récente du pays révélait déjà les travers de la politique du brassage et mixage au sein de l'armée ?

Depuis des décennies, les risques d'infiltration des institutions sécuritaires sont connus. De plus, sachant que la majorité des hauts responsables militaires étaient issus du régime précédent et que la coalition FCC-CACH avait pris fin en 2021 donnant ainsi une plus grande autonomie au chef de l'État, la prudence stratégique aurait dû devenir une priorité nationale.

Deux hypothèses émergent alors du bon sens : soit une naïveté politique, soit une négligence dans la gestion du pays. Dans les deux cas, les patriotes congolais sont en droit d'attendre davantage d'un État confronté à une guerre de prédation depuis plus de trente ans.

LA PRÉPARATION AU POUVOIR EN QUESTION

Une autre interrogation mérite d'être posée avec sérénité sans complaisance : comment un parti politique, l'UDPS, ayant passé plus de trois décennies dans l'opposition n'a-t-il pas élaboré, avant son arrivée au pouvoir, une véritable stratégie de réforme et de contrôle des forces de défense, sachant fort bien que le pays faisait face à une insécurité permanente ?

L'Est du pays n'a jamais été un dossier secondaire. Toute force politique aspirant à gouverner la RDC savait que la question sécuritaire devait constituer le cœur même de son projet national. Devrait-on donc croire ceux qui, depuis la prise du pouvoir par l'UDPS, clament haut et fort que ce parti n'était pas préparé à gouverner ?

LA DIPLOMATIE FACE À L'IMPÉRATIF SÉCURITAIRE



Le président a également réaffirmé que son premier réflexe demeure la diplomatie et qu'il n'est pas un spécialiste des questions militaires. Cette posture peut être comprise dans une logique de paix. Cependant, elle soulève une préoccupation légitime : le président disposait-il, dès 2019, d'une équipe de stratèges capables de conduire une véritable refondation de l'armée ?

Sept ans après l'arrivée au pouvoir de Fatshi Béton, les Congolais attendent encore des indicateurs clairs, mesurables et transparents démontrant l'existence d'un plan structuré de reconstruction militaire adéquate aux risques existentiels du pays. Malgré l'accord de Washington et les efforts consentis pour renforcer les capacités des FARDC, aucun horizon précis de sortie de crise n'a été présenté.

LE DÉFICIT DE PRIORITÉS : UN CONSTAT SÉVÈRE

Aucun développement pérenne n'est possible sans paix durable. Un pays qui a perdu plusieurs millions de ses enfants à cause des conflits armés devrait logiquement, SANS TERGIVERSER NI S'EXCUSER AUPRÈS DE QUI QUE CE SOIT, placer la sécurité nationale au-dessus de toute autre priorité. L'ensemble de l'action gouvernementale — de l'entrepreneuriat à l'éducation, de la santé aux finances publiques — devrait converger vers un seul objectif : mettre fin à la guerre et s'en prémunir à court, moyen et long terme.

Or, à la lumière des engagements présentés par le chef de l'État, certains observateurs peinent à percevoir l'absolutisme de cette priorité. Cette situation alimente malheureusement les critiques d'une opposition qui accuse le pouvoir d'en faire un instrument politique pour demeurer au pouvoir après 2028 — sachant que l'armée aurait bénéficié d'un investissement de près de 13 milliards USD depuis l'avènement de Félix Tshisekedi. Le bon sens impose une conclusion : il y a un déficit dans l'analyse des priorités de la RDC.

HONNÊTÉTÉ INTELLECTUELLE ET DEVOIR PATRIOTIQUE

Cela dit, l'honnêteté intellectuelle exige également de reconnaître que gouverner la RDC en temps de guerre représente un défi colossal dont les réalités échappent parfois à l'opinion publique. Certaines décisions jugées très discutables aujourd'hui pourraient, avec le recul de l'histoire,

**CONGO
MOMENTUM**
Espace de réflexion et d'actions



apparaître comme nécessaires à la préservation de la Nation.

En définitive, le véritable patriotisme ne consiste ni dans l'applaudissement aveugle ni dans la critique permanente. Il exige lucidité, courage et responsabilité. Les patriotes congolais ont le devoir de proposer des solutions concrètes, réalistes et progressives au chef de l'État s'ils choisissent de croire en sa bonne foi. Dans le cas contraire, ils doivent œuvrer démocratiquement et constitutionnellement pour l'alternance.

La RDC a besoin de l'union des intelligences, de la rigueur stratégique et de la mobilisation sincère de tous ses fils et filles. Nous gardons à l'esprit que c'est de l'union des forces que l'impossible devient possible. À chacun de choisir sa posture.

